

**«Relations canado-américaines : frontières communes et valeurs communes»
Allocution prononcée lors du déjeuner de la Winnipeg Chamber of Commerce
Le 21 octobre 2004
Winnipeg (Manitoba)**

Telle que préparée

Merci, Monsieur le premier ministre Doer, de cette aimable introduction. J'en suis à ma quatrième visite au Manitoba depuis 2001, lorsque nous avons rouvert le Consulat, et l'on m'a toujours fait bon accueil ici à Winnipeg. Je suis heureux de m'adresser aujourd'hui à la chambre de commerce de Winnipeg pour parler de l'ampleur des relations canado-américaines. Étant donné que nos économies sont si intimement liées, je mettrai l'accent sur le système international de libre-échange et son importance pour nos pays. Toutefois, le thème qui m'occupe tout particulièrement aujourd'hui est que même si les relations des États-Unis et du Canada sont étendues, importantes et solides, elles s'inscrivent dans un contexte mondial tout aussi important. La difficulté pour nous ne consiste pas à travailler ensemble en Amérique du Nord, ce que nous faisons très bien depuis longtemps. Elle consiste de plus en plus à travailler ensemble dans le monde.

Le partenariat É.-U.-Canada est immense. Notre relation bilatérale commerciale et économique, de loin la plus vaste au monde, couvre plus de 5000 milles de frontières communes. À quelque moment que ce soit, chaque pays accueille des centaines de milliers de citoyens de l'autre pays.

Notre relation est si vaste et diverse qu'elle se développe en grande partie sans intéresser le gouvernement fédéral de l'un ou de l'autre pays. Un dense réseau de rapports, de communications et d'ententes unit les régions, les provinces et les États, les municipalités, les familles et les amis. Lorsqu'une famille élargie organise une réunion qui englobe les cousins de quatre provinces et de sept États, il importe peu que les approches fédérales divergent en matière de politique sur le changement climatique ou que nous ayons rendu ou non le même vote lors de la dernière résolution du Conseil de sécurité. Bien entendu, sur d'autres plans, les relations entre Washington et Ottawa importent beaucoup. Nous avons des divergences d'opinion considérables sur un certain nombre de questions précises, mais ces divergences stratégiques restent insignifiantes comparées à la portée globale de notre collaboration. Lors de leur rencontre à la Maison-Blanche en avril dernier, le président Bush et le premier ministre Martin ont parlé de leur désir commun de voir la paix rétablie dans le monde. Comme l'a souligné le président Bush, nous travaillons de concert pour atteindre ce but commun. Le Canada joue un rôle prépondérant dans les missions de maintien de la paix dans les Balkans et plus récemment, en Haïti. Il contribue à diriger l'effort diplomatique visant à enrayer la violence dans l'ouest du Soudan. Le Canada est aussi un meneur en Afghanistan. Bien qu'il n'ait pas participé à la coalition en Irak, la marine canadienne joue un rôle d'appui vital à la patrouille du golfe Persique. Et le Canada collabore sensiblement à la reconstruction de l'Irak, ayant engagé 300 millions de dollars pour aider à rebâtir le pays et à établir un nouveau gouvernement. Nous nous estimons heureux d'avoir un ami et un voisin tel que le Canada, qui comprend le pouvoir des sociétés libres.

Cela revêt une importance bien particulière aujourd'hui. Nous avons récemment marqué le troisième anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre. J'ai tout spécialement apprécié les cérémonies organisées par le Manitoba et le Dakota du Nord au Jardin international de la paix pour commémorer ensemble l'événement. Les attentats nous ont amenés à partir en guerre contre le terrorisme international. Les Américains les ressentent encore sur un plan bien personnel. Il importe cependant de se rappeler que les Américains n'étaient pas les seules cibles des attentats du 11 septembre et que nous ne sommes pas les seuls visés par le terrorisme. S'il fallait nous remémorer cette dure réalité, il suffirait de penser à l'horrible drame qui a coûté la vie à 300 innocents, dont de nombreux enfants, à l'école centrale de Beslan, en Russie.

Nous reconnaissons que nous ne pouvons ni vaincre le terrorisme international, ni défendre notre patrie seule. Les Américains ont la chance de compter aux quatre coins du monde, sur tous les continents et parmi toutes les croyances, de nombreux amis et alliés qui s'associent à la lutte. Nul n'est plus important que le Canada. Puisque nous partageons le même continent, la sécurité et le bien-être des Canadiens et des Américains demeurent inséparables. Avec une frontière commune de plus de 5000 milles, la géographie même pousse inévitablement les terroristes internationaux à voir le Canada comme une plateforme de lancement pour pénétrer aux É.-U. Il est d'une importance critique que le Canada et les É.-U. continuent de travailler ensemble pour prévenir et détourner cette menace.

Voilà exactement ce que nous faisons. Au prix de grands efforts, le Canada et les É.-U. ont délimité une «zone de confiance» en Amérique du Nord. Les organismes américains d'application de la loi et de renseignement collaborent plus étroitement que jamais avec leurs homologues canadiens, en particulier la GRC, le SCRS et Douanes Canada, pour échanger de l'information et filtrer les voyageurs à destination de l'Amérique du Nord. Nous collaborons aussi à l'étranger, avant que les visiteurs ne montent à bord des vols commerciaux vers l'Amérique du Nord. Nous travaillons à un programme de sécurité portuaire qui filtrera les millions de contenants d'expédition qui pénètrent en Amérique du Nord chaque année. Le personnel militaire américain et canadien fonctionne comme une seule et même unité au NORAD pour surveiller les abords aériens et maritimes de l'Amérique du Nord et nous préserver des attaques. Nous avons modifié l'Accord du NORAD pour élargir l'actuelle fonction de mise en garde aérospatiale et permettre l'évaluation tactique intégrée des avertissements et des attaques. Tout en exécutant leur programme de défense contre les missiles balistiques, les É.-U. espèrent que le gouvernement canadien décidera d'y adhérer. La politique de sécurité nationale récemment annoncée par le Canada respecte cet esprit de collaboration étroite en visant trois objectifs principaux : protéger les Canadiens, protéger les alliés du Canada et contribuer à la sécurité dans le monde. Autrement dit, une étroite collaboration correspond à l'intérêt supérieur du Canada, en association avec les amis du Canada et en réponse aux problèmes mondiaux.

Il en va de même des échanges internationaux de biens et de services. À lui seul, le volume de nos échanges bilatéraux de marchandises atteint bien plus un chiffre nettement supérieur à 1,1 milliard de dollars américains par jour. En 2003, les exportations vers les É.-U. comptaient pour environ 18 p. 100 du PIB du Manitoba. Nous possédons une même base industrielle intégrée sur tout le continent. Nous avons éliminé presque tous les tarifs entre nos deux pays et le Mexique grâce à l'accord de libre-échange et à l'ALENA, qui vient d'achever sa première décennie. S'il reste encore du travail à faire et quelques problèmes commerciaux difficiles à résoudre, tels que le bois d'œuvre de résineux et le blé, personne ne s'oppose vraiment à ce que nous travaillions ensemble pour régler ces problèmes et aplanir les derniers obstacles. La question de savoir «comment» avancer est plus débattue que celle de savoir «si» nous devrions le faire. Il ne s'agit plus tellement de se faire concurrence, mais bien de collaborer pour assurer la compétitivité de l'Amérique du Nord dans le monde.

Permettez-moi aussi de toucher au problème de l'ESB qui, nous le savons, continue d'accabler les éleveurs du Manitoba et de l'ensemble du Canada. C'est l'une des difficultés que nos accords de libre-échange ne parviennent tout simplement pas à résoudre. Notre but commun demeure le rétablissement prompt et complet des échanges de bétail et de bœuf, tant bilatéraux qu'avec nos clients du monde entier. Le président Bush a d'ailleurs réaffirmé notre engagement à cet égard pas plus tard que le 10 septembre, lors d'une visite électorale dans l'Ohio. Les officiels du

département de l'Agriculture examinent présentement un projet de règlement en ce sens et nous continuons de travailler avec les officiels canadiens à l'harmonisation de nos règlements pour assurer la salubrité des approvisionnements alimentaires et la santé publique.

En Amérique du Nord, les obstacles au commerce sont réels, mais ce n'est rien comparé aux problèmes qui occupent actuellement le Cycle de Doha pour le développement. Encore là, les difficultés ouvrent de nouveaux débouchés. Avec nos partenaires internationaux, nous nous efforçons d'exploiter ces débouchés, en particulier pour réduire les tarifs sur les échanges agricoles, car nous avons la conviction profonde que la libéralisation des échanges profite aux É.-U., à l'Amérique du Nord et au reste du monde. Je sais que ce point de vue est sujet à controverse dans bien des milieux. En sortant de la récession économique aux É.-U., nous avons vu la croissance économique reprendre, tandis que la création d'emplois demeurait faible. L'économie américaine a repris sa croissance et elle produit maintenant des emplois. Elle en a créé plus d'un million l'an dernier, mais cela ne suffit pas encore.

Il ne faut cependant pas oublier que des millions d'emplois nord-américains sont tributaires des exportations nord-américaines. Aux É.-U., un emploi en usine sur cinq dépend directement des échanges commerciaux. Le meilleur moyen de continuer à stimuler la création d'emplois est de conserver une politique économique pleine d'assurance à l'égard du monde entier. Cela signifie d'abord et avant tout qu'il faut maintenir les échanges avec notre plus important partenaire commercial, le Canada, et avec notre deuxième plus important partenaire, le Mexique. Nous n'améliorerons pas l'économie américaine en nous retirant du commerce international.

Bien entendu, nous constatons les avantages mutuels du libre-échange ici en Amérique du Nord. L'Accord de libre-échange nord-américain est une solution qui ne fait que des gagnants au Canada, aux É.-U. et au Mexique. Il a contribué à faire sortir de la misère des millions de Mexicains, qui deviennent des consommateurs de classe moyenne, capables d'acheter les produits et services américains et canadiens.

À ce titre, l'ALENA a renforcé la démocratie au Mexique, où le parti de l'opposition a remporté les élections et où il y a eu passation des pouvoirs, comme il se doit dans une démocratie. Cela montre dans quelle mesure le libre-échange avantage tout le monde.

Le Canada, les É.-U. et le Mexique ont maintenant l'occasion de coopérer pour développer l'ALENA. À titre d'exemple, nous pouvons coordonner les régimes nationaux de réglementation et les règles de l'étiquetage d'origine, et assurer leur complémentarité tout en maintenant des normes élevées pour veiller à la santé, à la sécurité et à la protection de l'environnement.

Le libre-échange international ne correspond pas seulement à l'intérêt économique direct des É.-U. et de ses partenaires, comme le Canada. Chacun y trouve son intérêt. En créant un climat favorable aux échanges et à l'investissement, nous jetons les bases nécessaires pour arracher les gens à la pauvreté. Non seulement y gagnons-nous de nouveaux consommateurs pour nos produits et services, mais nous aidons à prévenir la création d'États non viables, comme l'était devenu l'Afghanistan sous les talibans, en donnant aux gens confiance en l'avenir. Les chiffres du commerce international et de l'investissement éclipsent ceux de l'aide à l'étranger. L'aide à l'étranger peut encourager un pays à tracer des routes pour exploiter des ressources qui favoriseront son économie, mais elle ne peut pas à elle seule éliminer la pauvreté. Il faut pour cela des ressources qui proviennent de l'aide à l'étranger et de l'investissement.

Sans minimiser les problèmes épineux qui subsistent entre nous, les vraies difficultés de la politique commerciale, pour nos deux pays, résident dans le vaste monde : dans la façon de promouvoir nos valeurs communes, dans l'exploitation de marchés libres, ouverts et transparents pour augmenter la prospérité mondiale. Comme dans la sécurité nationale, la longue et fructueuse expérience acquise au cours de notre collaboration commerciale nous met en excellente posture pour nous attaquer à ces difficultés.

Le Canada et les É.-U. sont sans doute les deux meilleurs partenaires au monde en matière d'environnement. La coopération officielle de nos deux pays remonte à près de 100 ans, avec le Traité des eaux limitrophes et la création de la Commission mixte internationale.

Pendant la majeure partie du XX^e siècle, les enjeux (surtout bilatéraux) ont touché les lacs, les rivières, les oiseaux migrateurs et la pluie acide. Nous sommes toujours aux prises avec ces problèmes, y compris celui de Devil's Lake, mais nous affrontons maintenant des défis plus récents et principalement internationaux. Des défis comme l'ozone, les polluants organiques persistants, les stocks de poissons très migrateurs et le déboisement tropical.

Dans les années 70, en créant des lois environnementales qui ont fait date, le gouvernement fédéral des É.-U. est devenu non seulement le conservateur de la nature, rôle qu'il assumait depuis des décennies, mais aussi le gardien de la qualité de l'air, du sol et de l'eau. Ces lois ont été parmi les premières en leur genre dans le monde. L'actuel gouvernement consolide ces lois et répond aux exigences continues de la société pour l'amélioration de l'environnement.

La qualité de l'air aux É.-U. s'est sensiblement améliorée au cours des dernières décennies, en même temps que les kilomètres parcourus par les véhicules ont augmenté, que la consommation d'énergie s'est accrue et que l'économie a prospéré.

Au cours de l'année dernière, le Environmental Protection Agency des É.-U. a proposé un nouvel ensemble de règles pour la pureté de l'air qui poursuivront cette amélioration notable de la qualité de l'air. Ces règles visent en particulier le déplacement de la pollution au-delà des frontières des États, en réglementant la circulation entre États, les moteurs diesel tout terrain et les émissions de mercure. Ensemble, les nouvelles règles pour la pureté de l'air devraient faire des 15 prochaines années l'une des périodes les plus favorables à l'amélioration de la pureté de l'air de toute notre histoire.

Je me pencherai maintenant sur le défi particulier de la politique relative au changement climatique, qui constitue un bon exemple de la façon dont une question internationale peut se répercuter sur notre mode de vie traditionnel en Amérique du Nord.

Peu après son arrivée au pouvoir, en mars 2001, le président Bush a annoncé que les É.-U. n'adhéreraient pas au Protocole de Kyoto, ce qui nous a valu des critiques dans bien des milieux. Cependant, nos détracteurs sont prompts à oublier que le même jour, le président Bush a réaffirmé l'engagement des É.-U. envers le but central de la Convention-cadre des Nations Unies : stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Les É.-U. font preuve d'un leadership soutenu en poursuivant ce but par des moyens autres que le Protocole de Kyoto. En juin 2001, le président a créé le comité du Cabinet sur la science et la technologie du changement climatique. Le mois suivant, nous avons mis sur pied l'entente internationale sur la cueillette et le stockage du carbone, à laquelle les sociétés de pétrole et de gaz canadiennes prennent une part importante.

En janvier 2002, le secrétaire à l'Énergie a lancé «Freedom Car», nouveau programme coopératif de recherche automobile qui regroupe le département de l'Énergie et de grands constructeurs d'automobiles. Ce programme finance des recherches sur la technologie efficace avancée des piles à combustible, qui propulseront les automobiles à l'aide d'hydrogène.

Et, qui plus est, en février 2002, le président Bush a annoncé un programme de plusieurs milliards de dollars en matière de changement climatique. Il vise à ralentir et, lorsque la science sera en mesure d'y arriver, à stopper et à renverser l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Le gouvernement s'engage à réduire de 18 p. 100, d'ici les dix prochaines années, l'intensité des gaz à effet de serre aux É.-U., c'est-à-dire les émissions par unité d'activité économique.

Cela équivaut à retirer de la circulation 70 millions de voitures. Il faudra beaucoup d'engagement (une fois encore) envers la nouvelle technologie de la part des gens, des entreprises et des gouvernements, mais le projet est réalisable car il se fonde sur l'idée bien sensée que la croissance économique n'est pas seulement compatible avec le progrès environnemental, mais qu'elle y contribue plutôt. La croissance économique fournit les ressources nécessaires à l'investissement, qui fait naître à son tour des technologies éconergétiques et propres.

Après l'annonce du plan relatif au changement climatique, le président a demandé la somme record de 4,5 milliards de dollars américains en 2002-2003 seulement pour les programmes liés

au climat. C'était 700 millions de dollars de plus que l'année précédente. Nous engageons ainsi des ressources supérieures à celles de n'importe quel autre pays du monde (plus que l'Europe et le Japon réunis) pour faire face au changement climatique.

Comme le précisait le rapport national sur la politique énergétique, nous sommes déterminés à collaborer avec nos partenaires internationaux en ce qui concerne le changement climatique et les approvisionnements énergétiques, car ces problèmes ont des ramifications dans le monde entier. Et à titre de preuve supplémentaire, en mars 2002, malgré leurs points de vue divergents sur le Protocole de Kyoto, les gouvernements américain et canadien ont signé deux conventions internationales sur l'énergie renouvelable et la climatologie. Nous avons ainsi montré, l'un à l'autre et au monde entier, notre détermination à développer et à intensifier nos efforts communs à l'endroit du changement climatique mondial, que nous choissions ou non de ratifier le Protocole de Kyoto. Malgré des opinions différentes sur la valeur de l'accord de Kyoto, les É.-U. et le Canada considèrent du même œil l'envergure du défi et la nécessité d'agir conjointement.

Si notre collaboration en Amérique du Nord remonte loin dans le temps, en particulier le long de la frontière, nous sommes maintenant tendus vers un objectif plus vaste : un défi international qui touchera chaque pays du globe.

Passons maintenant à un quatrième domaine de coopération et d'interdépendance pour les É.-U. et le Canada : celui de l'énergie. Manitoba Hydro est un fournisseur essentiel d'hydroélectricité propre aux É.-U., et le Canada dans son ensemble est notre plus grand fournisseur étranger d'énergie totale; en fait, par une marge de deux contre un. Nous partageons un même réseau électrique intégré, ainsi qu'un réseau continental d'oléoducs et de gazoducs et une infrastructure de raffinerie. Le Canada fournit environ 30 p. 100 du total des importations énergétiques des É.-U. C'est un chef de file mondial dans la création de services et de technologies énergétiques perfectionnées et propres. La coopération et l'intégration sont profondément ancrées dans le secteur de l'énergie et l'on a beaucoup travaillé ces 20 dernières années pour les institutionnaliser.

Le Groupe de travail nord-américain sur l'énergie, formé dans les premiers mois du gouvernement Bush, en 2001, n'est que la plus récente des importantes mesures prises en ce sens. Le gazoduc construit en Alaska montrera encore une fois, nous l'espérons, ce que le partenariat É.-U.-Canada peut accomplir en repoussant un peu plus les frontières de l'approvisionnement énergétique sur le continent. En outre, le projet d'expansion des systèmes de production et de transmission de Manitoba Hydro offrira de nouvelles occasions de coopération à l'échelle continentale en matière d'énergie.

Nous avons encore du travail à faire. Comme l'indiquait le rapport national sur la politique énergétique du président 2001, nous entrevoyons d'importants défis liés à l'infrastructure dans tout le secteur de l'énergie, en particulier dans le réseau intégré qui transmet l'électricité à nos deux pays.

Cependant, nous sommes confrontés aujourd'hui à des problèmes encore plus graves et complexes sur la scène mondiale. Pensons tout de suite aux prix de l'énergie. Le coût du pétrole et des produits raffinés n'est manifestement pas un phénomène national. Il n'y a qu'un marché mondial du pétrole, où les prix fluctuent plus ou moins simultanément partout, dans les pays exportateurs de pétrole, comme le Canada, et dans les pays importateurs, comme les É.-U.

Certains Américains voudront sans doute savoir que même si le Canada est notre plus grand fournisseur d'énergie importée et le deuxième plus important détenteur de réserves pétrolières au monde, les Canadiens sont aussi concernés que les Américains par les prix élevés du pétrole.

Il ne faudrait pas oublier ce point lorsqu'on songe à augmenter la sécurité énergétique en Amérique du Nord. Les arguments en faveur d'une prétendue «autosuffisance» vont trop loin en promettant que nous pourrions élever un mur entre nous et le reste du monde. Nous autres, Nord-Américains, pouvons augmenter la part de nos besoins en énergie à combler nous-mêmes, et il y a de nombreuses bonnes raisons de le faire. Il faut cependant rester réalistes quant à savoir si cela mettra un terme à notre vulnérabilité sur les marchés mondiaux de l'énergie. Même si les É.-U. pouvaient, comme le Canada, produire plus de pétrole qu'ils n'en consomment

actuellement, les Américains seraient encore concernés, tout comme maintenant, et tout comme le sont les Canadiens, par l'offre et la demande mondiales.

Donc, pour assurer la sécurité énergétique de l'Amérique du Nord, il faut diversifier largement nos sources d'énergie tout en nous efforçant de rehausser notre efficacité énergétique. Cette diversification comprendra la création de nouvelles ressources d'énergie hydraulique ici au Manitoba, et l'exploitation des immenses sables bitumineux de l'Alberta. Le vent et d'autres ressources y auront aussi leur place. Et tout en collaborant pour tirer parti du gaz naturel et des autres ressources énergétiques de l'Amérique du Nord, nous devons considérer de nouvelles sources d'énergie partout dans le monde. Les technologies du gaz naturel liquéfié se perfectionnent rapidement et avec la création éventuelle de terminaux de GNL sur les côtes est et ouest du continent et dans le monde entier, nous sommes sans doute témoins des premiers pas qui nous mèneront vers un marché mondial intégré du gaz naturel.

En continuant de travailler avec nos fournisseurs ici et dans le monde pour exploiter de nouveaux gisements de pétrole, de gaz, de charbon et d'autres sources d'énergie, et en continuant de chercher des ressources renouvelables plus efficaces, telles que l'énergie hydroélectrique et l'énergie éolienne, les É.-U. et le Canada diversifieront encore mieux les marchés de l'énergie et créeront un marché libre et compétitif. Nous ne connaissons pas de meilleur mécanisme que les marchés mondiaux libres pour livrer des produits et services à des milliards de personnes. Cela est aussi vrai pour l'énergie que pour d'autres produits et services. Nous continuerons donc de chercher à améliorer les approvisionnements énergétiques en Amérique du Nord en laissant nos marchés fonctionner. Et nous travaillerons aussi avec nos partenaires internationaux, en Amérique du Nord comme ailleurs dans le monde, pour améliorer les approvisionnements d'énergie non seulement en Amérique du Nord, mais partout dans le monde.

L'économie des hydrocarbures a duré cent ans, mais elle n'est pas éternelle. Nous saurons un jour ou l'autre nous passer de pétrole et de charbon. Il a fallu des siècles à notre économie et à notre société alimentées aux hydrocarbures (ainsi qu'au changement climatique) pour se développer. Il faudra du temps pour régler le problème. En voyant les choses à long terme, en prévoyant des délais suffisants et en faisant appel au pouvoir de transformation de la technologie, nous pouvons opérer un changement d'une amplitude suffisante, sans traumatisme économique. Non seulement relèverons-nous le défi mondial du changement climatique, mais nous aiderons aussi le monde à secouer sa dépendance envers les combustibles fossiles.

Tous les thèmes que j'ai abordés aujourd'hui, soit bâtir un monde plus sûr et prospère, protéger les ressources naturelles nord-américaines, travailler pour assurer l'énergie nécessaire à notre économie, nous protéger contre le terrorisme international, sont des points d'intérêt que les É.-U. et le Canada partagent avec le reste de la collectivité mondiale. Nul d'entre nous ne peut atteindre seul ces objectifs; cela n'est possible qu'en travaillant ensemble.

Toutefois, nous avons plus que des intérêts en commun, tout comme nous partageons plus qu'une frontière. Des valeurs fondamentales unissent nos deux pays. J'aimerais conclure en faisant une observation au sujet de l'une des valeurs les plus précieuses que partagent les Canadiens et les Américains. Pour la deuxième fois en quatre ans, le Canada et les É.-U. tiennent des élections nationales la même année. En se rendant aux urnes le 28 juin, les Canadiens ont perpétué une longue et fière tradition démocratique. Ils ont perpétué une tradition parlementaire qui réunit les pouvoirs exécutif et législatif. Et ils ont perpétué une tradition politique évolutionniste qui s'enorgueillit de rechercher le consensus et l'accommodement parmi des groupes divers.

Lorsque les Américains voteront dans environ deux semaines, ils perpétueront une tradition démocratique tout aussi fière. Notre tradition se fonde sur un régime politique qui sépare et met en équilibre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. C'est un régime politique qui, à dessein, valorise et impose souvent le conflit et le débat accusatoire dans la vie politique nationale.

Bien que différents, nos régimes politiques nationaux soulignent nos plus importantes valeurs communes. Aux yeux des Américains et des Canadiens, nulle valeur n'est plus précieuse qu'un régime politique qui leur permet de choisir leur gouvernement et leurs représentants. Ce régime

forme la base de notre liberté de vivre, de penser, de parler et de prospérer. Ces valeurs de liberté, représentées par des élections libres et un gouvernement démocratique, constituent la véritable fondation de la relation qui unit le Canada et les É.-U., la plus étroite relation bilatérale qui existe entre deux pays dans le monde. Merci beaucoup.